ARRÊTE DE POLICE CONJOINT N° 2023-05-105

réglementant temporairement la circulation, hors agglomération,
sur la RD 815, entre les PR 2+770 et 2+870 et la voie communale adjacente,
sur le territoire de la commune de CONTES

Le président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,

Le maire de Contes,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la route ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d’application du 21 juillet 2014 ;
Vu l’arrêté de police départemental permanent n° 2018-09-72 du 20 septembre 2018, réglementant les dispositions concernant les limitations de charge et de gabarit sur les routes départementales des Alpes-Maritimes ;
Vu la demande de ÉNEDIS, représentée par M. Marc Morgante, en date du 10 mai 2023 ;
Vu l’autorisation de travaux n° SDA LE-2023-5-768 en date du 25 mai 2023 ;
Sur la proposition du chef de l’agence routière départementale Littoral-Est ;

Considérant que, pour permettre l’exécution de travaux de réalisation d’une bassine sous chaussée afin de réaliser les différents branchements HTA, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation, hors agglomération, sur la RD 815, entre les PR 2+770 et 2+870 et la voie communale adjacente ;

ARRÊTÉ DE POLICE CONJOINT N° 2023-05-105
ARRETE ENT

ARTICLE 1 – A compter du lundi 05 juin 2023, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu’au vendredi 23 juin 2023 à 17 h 00, en continu sans rétablissement sur l’ensemble de la période, de jour comme de nuit, la circulation de tous les véhicules, hors agglomération, sur la RD 815, entre les PR 2+770 et 2+870 et la voie communale adjacente, pourra s’effectuer sur une voie unique, par sens alterné réglé par feux tricolores mobiles de signalisation temporaire à cycles programmables, à 2 phases en section courante de la RD et à 3 phases en section incluant un carrefour avec la VC adjacente, sur une longueur maximale de 100 m sur la RD, et 20 m sur la voie communale depuis son intersection avec la RD.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l’ensemble de la section concernée à partir du point d’application déterminé par la pose des panneaux effectuée conformément aux stipulations de l’article 3 :
- dépassement interdits à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h hors agglomération ;
- la largeur minimale de la voie restant disponible devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler conformément aux restrictions éventuelles stipulées ci-dessus.

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur, et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier. Elles seront mises en place et entretenues par l’entreprise MG ELEC RÉSEAUX, chargée des travaux, sous le contrôle de l’agence routière départementale Littoral-Est et des services techniques de la mairie de Contes, chacun en ce qui les concerne.

ARTICLE 4 – Le chef de l’agence routière départementale et le maire de la commune de Contes pourront, conjointement et à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par leurs agents aux intervenants ne sont pas suivies d’effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d’exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d’infraction.
Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l’article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera affiché et publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (https://www.departement06.fr/collectivite/publication-reglementaire-des-arretes), affiché et publié dans la commune de Contes ; et ampliation sera adressée à :
- M. le maire de la commune de Contes,
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l’agence routière départementale Littoral-Est,
- M. le directeur des services techniques de la mairie de Contes, e-mail : stvestri@gmail.com,
- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,
- entreprise MG ELEC RÉSEAUX – 340 route de Turin, 06300 NICE (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) ; e-mail : mg.elecresaux@gmail.com.

ARRÊTÉ DE POLICE CONJOINT N° 2023-05-105
Chargés, chacun en ce qui le concerne, d’en assurer l’exécution ; ainsi que pour information à :
- M. le directeur départemental des services d’incendie et de secours,
- ÉNEDIS / M. Marc Morgante – 8 bis, Avenue des Diables Bleus, 06300 NICE Cedex 3 ; e-mail : marc.morgante@enedis.fr,
- DRIT / CIGT ; e-mail : emaurize@departement06.fr, cigt@departement06.fr, fprieur@departement06.fr, pbeneite@departement06.fr, saubert@departement06.fr et cbernard@departement06.fr.

Contes, le 20623
Le maire,

Francis TUJAGUE

Nice, le 1 JUIN 2023
Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,
Le directeur des routes
et des infrastructures de transport,

Patrick CARY